



**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE 2014-24**

Séance du 24 avril 2014 à dix-huit heures trente

L'an deux mille quatorze, le vingt quatre avril à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents:

MM Caizergues, Billette, Carbonneill, Joly, Hervet, Laget, Palau, Perez, Petit, Serra, Weber

Mmes Bérard, Bertin, Castillo, Chibani, Fraisse, Olivier, Pervent, Maury, Vella, Vilaplana

Absents excusés:

Mme Albigès procuration à Mme Olivier, M. Lenoir procuration à M. Petit

Secrétaire de séance: Mme Vilaplana

Nombre de membres en exercice: 23

Date de convocation et affichage

Présents: 21

Absents: 2

18 avril 2014

Procurations: 2

Votants: 23

Objet: délégation de compétences du conseil municipal au maire

M. le maire précise aux membres du conseil municipal qu'en vertu de l'article L2122-22 du code général des collectivités territoriales, le maire peut se voir confier par le conseil municipal un certain nombre d'attributions limitativement énumérées. Il les exerce alors en lieu et place du conseil et doit régulièrement rendre compte de ces décisions devant ce dernier.

- Considérant qu'il est de l'intérêt de la bonne marche de l'administration communale de permettre au maire d'intervenir sur délégation du conseil municipal,

Le conseil municipal entend l'exposé de M. le maire et après discussion, à l'unanimité:

-donne délégation au maire pour la durée du mandat:

1. D'arrêter et de modifier l'affectation des propriétés communales utilisée par les services publics municipaux,
2. De fixer les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics, du tarif d'entrée au musée, et du manière générale des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal dans la limite de 2 000 € fixée par le conseil, et de fixer les tarifs d'entrée aux concerts et autres manifestation culturelle ou festives,
3. De procéder à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts et de la dette et de passer à cet effet les actes nécessaires. Les emprunts pourront être à court, moyen, long terme, offrir la possibilité d'un différé total ou partiel d'amortissement et/ou d'intérêt, être à taux fixes, et/ou indexés (révisables ou variables).

Le maire pourra réaliser des placements de trésorerie exécutoire dans le cadre prévu par la réglementation initiée par la loi de finance 2004.

Par ailleurs, le maire pourra exercer les options prévues par le contrat de prêt et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs caractéristiques telle que: modifier la périodicité et le profil du remboursement.

4. De prendre toutes décisions concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés de travaux, de fournitures et de services qui peuvent être passés sans formalité préalable dans la limite de 300 000 euros et lorsque les crédits sont inscrits au budget ainsi que toute décision concernant leurs avenants lorsque les crédits sont inscrits au budget.

5. De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas 12 ans.

6. De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes.
7. De créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux.
8. De prononcer les délivrances et la reprise des concessions dans les cimetières
9. D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés, ni des conditions, ni des charges,
10. De décider de l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600€.
11. De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts.
12. De fixer dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines) le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leur demande,
13. De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignements,
14. De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme,
15. D'exercer au nom de la commune les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L213-3 de ce même code.
16. D'intenter au nom de la commune les actions en justice, ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en premier ou dernière instance, en appel ou en cassation et dans tous les cas quel que soit le montant du préjudice ou les prétentions de la partie adverse.
17. De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite de 15 000€ par accident,
18. De donner en application de l'article L324-1 du code de l'urbanisme l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local.
19. De signer la convention prévue par le 4ème alinéa de l'article L311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concertée et de signer la convention prévue par le 3ème alinéa de l'article L332-11-2 du même code précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux.
20. De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de 300 000€ dans le cadre de la gestion de fonds de roulement de la collectivité.
21. D'exercer au nom de la commune le droit de préemption sur les fonds artisanaux, les fonds de commerce et les baux commerciaux définis par l'article L214-1 du code de l'urbanisme.
22. D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 à L. 240-3 du code de l'urbanisme.
23. De prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune.
24. D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre.

- autorise M. le maire, en application de l'article L2122-23 du code général des collectivités territoriales, à déléguer aux adjoints de son choix les compétences déléguées au titre de l'article 1er de la présente délibération.

- charge M. le maire de l'exécution de la présente délibération.

M. le maire rendra compte à chaque réunion du Conseil municipal de l'exercice de cette délégation.

Ainsi fait et délibéré
Lavérune le 24 avril 2014
Roger CAIZERGUES
Maire



nomenclature:5.2

Certifiée exécutoire compte tenu de la date :
- d'envoi dématérialisé en préfecture le:
- d'affichage le:

